

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Extrait des délibérations de la séance du 14 octobre 2021

Sous la présidence de M. Daniel Guiraud, la Commission Permanente s'est assemblée au lieu ordinaire de ses séances.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Guiraud, Mme Azoug, Mme Youssouf, Mme Dellac, M. Blanchet, M. Duprey, Mme Laroche, Mme Denis, M. Sadi, Mme Filhol, M. Taïbi, Mme Saïd-Anzum, Mme Girardet, M. Molossi, M. Dallier, Mme Lecroq, M. Cranoly, Mme Maroun, M. Martin P-Y, Mme Pietri, M. Bluteau, Mme Paul, M. Monany, Mme Choulet, M. Chabani, Mme Lagarde

ÉTAIENT EXCUSÉS :

M. Troussel donnant pouvoir à M. Guiraud
Mme Labbé donnant pouvoir à M. Sadi
M. Bedreddine donnant pouvoir à Mme Lecroq
M. Constant donnant pouvoir à Mme Saïd-Anzum
Mme Thibault donnant pouvoir à M. Molossi
M. Martin S. donnant pouvoir à Mme Lagarde

ÉTAIENT ABSENTS :

M. Bouamrane, M. Monot, Mme Ségura



Délibération n° 09-01 du 14 octobre 2021

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES DE MONTREUIL, SAINT-DENIS, AUBERVILLIERS, SAINT-OUEN, GAGNY RELATIVE AU FINANCEMENT D'ÉVALUATIONS MÉDICO-SOCIALES PRÉCOCES DE PERSONNES ÂGÉES FRAGILISÉES.

La commission permanente du conseil départemental,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 et notamment son article 76 en vertu duquel « le département définit et met en œuvre l'action sociale en faveur des personnes âgées et de leurs proches aidants »

Vu la loi n°2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 qui désigne le département comme "chef de file" en matière d'aide sociale, d'autonomie des personnes et de solidarité des territoires.

Vu l'article L. 3211-1 du Code général des collectivités territoriales en vertu duquel le conseil départemental est compétent pour délibérer des affaires du département liées à l'autonomie des personnes.

Vu la délibération du conseil départemental n° 2021-VII-24 du 1er juillet 2021 donnant délégation au Président,

Vu la délibération n°2019-X-35 du 3 octobre 2019 portant adoption du quatrième schéma départemental autonomie et inclusion en faveur des personnes âgées et des personnes en situation de handicap.

Vu le budget départemental,

Sur le rapport du président du conseil départemental,

après en avoir délibéré,

- ATTRIBUE des subventions aux villes d'Aubervilliers, Gagny, Montreuil, Saint-Ouen-sur-Seine et Saint-Denis selon la répartition suivante :



- Aubervilliers : 38 819 €
- Gagny : 25 559 €
- Montreuil : 61 139 €
- Saint Ouen : 23 658 €
- Saint Denis : 50 824 €

- APPROUVE les conventions de partenariat, dont projets ci-après annexés, avec les villes d'Aubervilliers, Gagny, Montreuil, Saint-Ouen-sur-Seine et Saint-Denis ;

- AUTORISE M. le président du conseil départemental à signer lesdites conventions au nom et pour le compte du Département.

Pour le président du conseil départemental
et par délégation,

Adopté à l'unanimité : ✓	Adopté à la majorité :	Voix contre : 0	Abstentions : 0
Date d'affichage du présent acte, le		Date de notification du présent acte, le	Certifie que le présent acte est devenu exécutoire le

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.